Abbé Julio Meinvielle

Entre l'Église et le Reich

Entre la Iglesia y el Reich (1937)

PROFONDEUR DU CONFLIT 5

L'ALLEMAGNE PAÏENNE DES ANCIENS GERMAINS 6

L'ALLEMAGNE CHRÉTIENNE DU SAINT-EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE 7

L'ALLEMAGNE DÉCHRISTIANISÉE 9

L'ORGUEIL ALLEMAND NE FUT PAS VAINCU 11

LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE 12

LE « MYTHE DU XXe SIÈCLE » DE ROSENBERG 15

HITLER ET ROSENBERG 17

LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE AU POUVOIR 18

LE CONCORDAT ENTRE L'ÉGLISE ET LE REICH 21

MAIS IL SUBSISTAIT UN PROBLÈME PROFOND QUI N'ÉTAIT PAS RÉSOLU 23

LA PAGANISATION DE L'ALLEMAGNE 24

SUPPRESSION DE LA PRESSE ET DE LA PROPAGANDE CATHOLIQUES 27

SUPPRESSION DE L'ÉCOLE CATHOLIQUE 28

SUPPRESSION DES ORGANISATIONS CATHOLIQUES DE JEUNESSE 29

BRUYANTE CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT DU CLERGÉ 32

LE SCANDALE DES DEVISES 33

LE SCANDALE DES MŒURS 35

EMPRISONNEMENT DE PRÊTRES ET DE DIRIGEANTS CATHOLIQUES 37

UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE QUI ATTEINT JUSQU'AU CONFESSIONNAL 38

UNE OPPRESSION DE CONSCIENCE DURE ET INOUÏE 40

LA PROPAGANDE D'APOSTASIE 41

LA FORMIDABLE OFFENSIVE DU NÉOPAGANISME 43

UNE RÉFLEXION SUR LE NATIONALISME 47

L'ampleur si déconcertante des événements qui se déroulent dans le monde conduit à penser, avec un sérieux toujours croissant, que nous entrons dans une époque où les hommes, oubliant les différences accidentelles qui les ont toujours divisés, telles que la nation, la classe ou la langue, se sentiront divisés par quelque chose de plus profond et de plus authentique : le sang qui coule dans leurs veines.

On a pu croire jusqu'à une époque récente que le sang était devenu si mêlé dans les générations actuelles qu'il était absolument absurde de classer les hommes selon ce critère.

Cependant, j'ai moi-même eu l'occasion de mettre en relief qu'il existe un peuple, le peuple juif, dans lequel, depuis quatre mille ans, coule le sang de son père Abraham, et qui se maintient sans se contaminer ni se confondre au milieu de tous les peuples. La race juive, le sang juif, le peuple juif — que l'on dise ce que l'on voudra pour sa gloire ou pour son blâme — est impossible à confondre avec un autre.

Il faut maintenant attirer l'attention sur l'existence d'un autre peuple très ancien et grand, le peuple germanique, qui aujourd'hui, au XXe siècle de l'humanité rachetée, veut élever la puissance de sa grandeur sur la pureté incontaminée de sa race et de son sang, cherchant à reconstituer ce qui est germanique, ce qui est aryen, parce qu'en dehors de cela rien de bon ni d'excellent ne pourrait exister.

Et s'il existe un problème juif, il se pose également aujourd'hui un problème germanique. C'est de ce problème que je veux m'occuper ici. Non pour l'étudier dans toute sa projection historique ni sous tous

ses aspects, mais seulement dans ce qu'il présente de profond et d'essentiel : la position que le peuple germanique entend prendre en face du Christ.

Si le Christ a dit, et s'il a réalisé au cours des deux mille années de christianisme, qu'« il n'y a plus ni Juif ni Grec ; ni esclave ni homme libre ; ni homme ni femme ; car vous êtes tous un en Jésus-Christ » (saint Paul aux Galates, III, 28), il est évident qu'un problème angoissant doit se poser au sein de l'Allemagne, entre ceux qui ne veulent reconnaître d'autre grandeur que la puissance de leur sang et de leur race incontaminés, et ceux qui ne veulent d'autre grandeur que celle d'avoir été rachetés par le sang de Jésus-Christ. Il est évident qu'une lutte doit s'engager en Allemagne, une lutte gigantesque, peut-être la plus terrible de son histoire, entre l'Allemagne qui veut être païenne et celle qui veut demeurer chrétienne, entre l'Église et le Reich.

PROFONDEUR DU CONFLIT

Avant d'entrer dans l'étude du conflit, nous devons nous convaincre qu'il ne peut s'agir ici d'un simple épisode de lutte parmi tant d'autres qu'enregistre l'histoire. Ce conflit doit être profond, parce qu'il plonge ses racines dans ce que le peuple allemand possède de plus profond. C'est pourquoi je crois absolument nécessaire, pour saisir toute la portée du conflit, de jeter un regard rapide mais précis sur l'histoire de l'Allemagne.

Pour les fins de la présente étude, cette histoire embrasse trois grands cycles : l'Allemagne païenne des anciens Germains ; l'Allemagne

chrétienne du Saint-Empire romain germanique ; et l'Allemagne déchristianisée, qui prend son point de départ avec Luther et semble atteindre son terme dans l'Allemagne nationale-socialiste.

L'ALLEMAGNE PAÏENNE DES ANCIENS GERMAINS

Il fut un temps où l'Allemagne était païenne, entièrement païenne. Tacite, le célèbre historien classique, nous décrit, dans sa *Germanie*, en l'an 98 de notre ère, les mœurs des Allemands. Les anciens Germains, à droite et à gauche du Rhin, au sud et au nord du Danube, adoraient une multitude de dieux : Mercure, Hercule, Donar et Wotan, Tuisco et Thor, Castor et Pollux. Les dieux germaniques avaient été formés sur le modèle d'hommes illustres. Il est certain que les anciens habitants de la Germanie, au milieu de leurs forêts et de leurs marais, pratiquaient une superstition sauvage, « comme on en a à peine vu chez aucun autre peuple », et que, comme chez tous les peuples antérieurs à la Bible, la vengeance du sang était considérée comme un devoir moral.

Cependant, en trois choses, les anciens Germains étaient des modèles de droiture, au point que Tacite put les présenter comme des exemples de moralité. Modèles de loyauté, ils suivaient leur chef dans la paix comme dans la guerre dès lors qu'ils lui avaient donné leur parole (chap. 24) ; modèles d'hospitalité, qu'ils pratiquaient « comme chez aucun autre peuple » ; modèles enfin par la haute idée qu'ils se faisaient de la fidélité conjugale. Ils désapprouvaient les mariages avec d'autres peuples afin que leur noble race ne dégénérât point. Cette

coutume — dit Tacite — disparut lorsque les Gaulois franchirent le Rhin. (Voir cardinal Faulhaber, *Judaïsme, Christianisme, Germanisme*.)

L'ALLEMAGNE CHRÉTIENNE DU SAINT-EMPIRE ROMAIN GERMANIQUE

Dès le VIe siècle, des moines d'Écosse et d'autres missionnaires isolés rassemblèrent les races germaniques devant la Croix et l'autel.

Au VIIIe siècle, saint Boniface, le véritable apôtre de l'Allemagne, réunit d'une main ferme les efforts jusque-là dispersés des anciens missionnaires, qui avaient travaillé indépendamment les uns des autres ; il leur donna une organisation ecclésiastique, fonda sept évêchés et célébra plusieurs synodes. Enfin, il fut nommé représentant du Vicaire du Christ pour toute l'Allemagne. Le 5 juin de l'an 754, saint Boniface mourut, et il mourut martyr, l'Évangile à la main. Alors, dit le cardinal Faulhaber, à qui nous empruntons ces notes historiques, le sol allemand fut de nouveau arrosé du sang des martyrs ; alors la plantation de Dieu put croître magnifiquement.

Peu après, Charlemagne contraignit les Saxons, pour des fins politiques et en partie par la violence, à se convertir au christianisme, parce qu'il savait que, sans unité religieuse, l'unité politique de cette race était impossible. Par les noces du christianisme et du germanisme, le peuple allemand parvint à devenir un peuple, et un peuple civilisé.

Dès lors, l'Allemagne atteignit un admirable épanouissement tant dans sa vie religieuse que dans sa vie culturelle, et il lui échut, comme vocation particulière au sein de la Chrétienté, d'être en quelque sorte le bras séculier, l'épée au service de la Sainte Église. Johannes Janssen (*La Culture allemande avant et après Luther*, traduction de Ramón Ruiz Amado), avec son extraordinaire autorité d'historien, nous décrit l'histoire allemande du XVe siècle, époque des plus fécondes et riches en idées :

« Presque inépuisable semblait l'abondance de personnalités grandes, nobles et de caractère ferme qui, dans leurs classes et leurs auditoires comme dans leurs paisibles ateliers d'art et d'érudition, travaillaient au développement de la vie intellectuelle. Leur amour de l'Église élevait et favorisait leur attachement à leur peuple et à leur patrie, ainsi que leur enthousiasme pour l'Empire romain de la Nation allemande... Comme Allemands, sous l'Empereur et l'Empire, ils se sentaient distincts des autres nations ; mais sous la souveraineté et la protection de l'Église universelle, la conscience de cette diversité ne produisait pas une hostilité nationaliste, et encore moins une inimitié héréditaire, mais simplement une vive émulation spirituelle avec les autres peuples... La culture ne séparait pas les peuples ; bien au contraire, elle les unissait et les reliait. Tous les peuples chrétiens avaient un seul ennemi commun, le Turc, "l'ennemi héréditaire du nom chrétien". Le combat commun contre lui, sous la direction du suprême hiérarque de l'Église, était considéré par tous les hommes de cette époque comme l'une des plus hautes charges de la Chrétienté. »

L'ALLEMAGNE DÉCHRISTIANISÉE

Luther rompt ce bel équilibre de l'unité germanique au sein de l'universalité des peuples, réalisé sous le signe de la Croix. Une partie de l'Allemagne se retourne contre l'autre. Dès lors, l'Autriche se trouve virtuellement opposée à la Prusse et la Prusse à l'Autriche. Toutes deux demeurent chrétiennes. Mais l'une d'elles, en se séparant de Rome, centre du christianisme par disposition divine, se déchristianise.

La rébellion protestante introduit en Allemagne un ferment d'orgueil dont le terme logique ne peut être autre que l'adoration de sa propre race et, par conséquent, le retour à la conception païenne de la vie des anciens Germains. L'auteur racialiste du siècle dernier, Chamberlain, précurseur et inspirateur des modernes racialistes germaniques, est précisément celui qui observe que la Réforme n'est pas une affaire purement ecclésiastique, mais la révolte de l'âme germanique contre la tyrannie antigermanique. (*La Genèse du XIXe siècle*, édition française par Robert Godet.)

Une conception païenne de la vie, ouvertement étatiste-idolâtrique, avec la divinisation de tout ce qui est allemand et le mépris absolu de ce qui ne l'est pas, fut expressément élaborée par le grand philosophe kantien Fichte qui, réagissant contre l'exaltation de l'étranger — véritable délire au temps de Frédéric II de Prusse — inaugura, après les guerres napoléoniennes, l'exaltation de l'élément allemand dans ses fameux *Discours à la nation allemande*.

« Tous les siècles, proclamait Fichte, tous les cœurs sages et nobles qui ont passé sur la terre, dans toutes leurs pensées et dans toutes leurs

aspirations, lèvent vers l'Allemagne des yeux suppliants ; la Providence elle-même et le plan divin de l'Univers conjurent l'Allemagne de sauver son honneur et son existence... En vous, ô Allemands ! se trouve le germe de la perfection humaine et l'espérance de tout progrès. Si vous manquez à votre vocation, si vous périssez, avec vous mourra, pour tout le genre humain, jusqu'à l'ombre même de l'espérance de pouvoir se sauver de l'abîme de sa corruption... Par conséquent, aucun doute n'est possible : si vous périssez, l'humanité tout entière périra sans aucun espoir de jamais se relever. » (Discours XIV.)

Ces délires pangermanistes ne quitteront plus les esprits de près de la moitié de l'Allemagne, avec la Prusse à leur tête. Commencera alors l'unification politique et culturelle de toute l'Allemagne sous l'hégémonie de l'esprit et du régime prussiens. Bismarck, le Chancelier de fer, travaillera dans le sens de ces desseins jusqu'à vaincre l'Autriche à Sadowa, la France à Sedan... et jusqu'à être vaincu par Rome dans l'échec du *Kulturkampf*. Tout ce qui n'était pas germanique devait être anéanti : l'Autriche, parce qu'elle représentait l'Allemagne sous influence chrétienne ; la France, parce qu'elle incarnait la culture étrangère ; les catholiques, en raison de leur dépendance à l'égard de Rome.

Avec ces délires de grandeur, l'Allemagne entra dans la Guerre mondiale ; mais elle fut foulée aux pieds par le *démolibéralisme*, qui lui imposa des conditions humiliantes dans le célèbre traité de Versailles.

L'ORGUEIL ALLEMAND NE FUT PAS VAINCU

Mais l'orgueil allemand ne fut pas vaincu. Aussi, dès le lendemain de la signature de la paix, se forma-t-il au sein de l'Allemagne vaincue un mouvement de libération germanique qui se cristallisa en deux hommes : Ludendorff, le grand maréchal des armées allemandes, et Hitler, alors connu comme propagandiste fanatique du mouvement d'apostasie *Los von Rom* (« Détachons-nous de Rome »). (*La Croix*, 11 décembre 1923.) Hitler, véritable inspirateur de Ludendorff, était déjà alors en relations avec Alfred Rosenberg, qui devait devenir en quelque sorte sa tête pensante. (Voir *Documentation Catholique*, 19 juillet 1924.) Un retentissant procès eut lieu à Munich en 1924, au cours duquel les accusés Ludendorff et Hitler firent de sensationnelles déclarations d'antisémitisme, d'antimarxisme et d'antichristianisme, et manifestèrent une profonde foi dans la race germanique.

Le mouvement s'affirme comme profondément racialiste et dirigé contre tous les éléments considérés comme étrangers au véritable germanisme. Invoquant Nietzsche, Gobineau (*Essai sur l'inégalité des races*), Chamberlain (*Die Grundlagen des 19. Jahrhunderts*), il adopte pour emblème la « croix gammée » et lutte contre les ennemis de l'intérieur : communisme, marxisme, ploutocratie, matérialisme, peuple juif, « autant de parasites sur le corps du peuple allemand » (déclaration de Ludendorff, *Kreuzzeitung*, 6 novembre 1923) ; contre le parlementarisme et les partisans de la Constitution républicaine de Weimar ; contre la France et le traité de Versailles ; contre Rome et les catholiques.

Hitler disait textuellement dès 1924 :

« La nouvelle Église allemande doit être une Église aryenne. Elle ne doit pas être, comme l'Église catholique, une Église universelle ; elle doit être une Église strictement allemande. Nous ne voulons d'autre Dieu que l'Allemagne ; le fanatisme dans notre foi, dans notre espérance et dans notre amour pour l'Allemagne, voilà notre seule religion. »

Et Ludendorff, toujours brutal dans son expression, disait :

« Dans l'Église catholique, nous trouvons notre ennemi le plus dangereux. Le péril noir en Allemagne est plus grand que le péril rouge. » (*La Croix*, 9-10 décembre 1923.)

LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE

Le Parti national-socialiste se présente donc en Allemagne avec cette signification. Ce n'est pas un parti de plus parmi les partis démocratiques qui divisaient alors l'opinion allemande. C'est un parti qui se présente avec une conception totale de la vie, avec une *Weltanschauung* qui doit modeler intégralement le peuple et l'État allemands. Le programme du Parti contenait notamment un paragraphe fort suggestif, le paragraphe 24, qui disait textuellement :

« Nous voulons la liberté de toutes les confessions religieuses au sein de l'État allemand, pourvu qu'elles ne mettent pas son existence en danger et qu'elles ne heurtent pas les coutumes et la discipline morale du peuple allemand. Le Parti, comme tel, professe un christianisme

positif, sans se lier, du point de vue confessionnel, à aucune confession déterminée. »

Bien que ce texte n'exprimât pas manifestement l'incompatibilité de l'Église avec la conception culturelle du Parti, il y faisait directement allusion, surtout si on l'interprétait à la lumière des déclarations autorisées des dirigeants les plus en vue du Parti. C'est pourquoi, avec grande raison, l'évêque de Mayence interdit en septembre 1930 — ne faisant en cela que suivre une ligne constante de l'épiscopat allemand — aux catholiques « d'être membres inscrits du parti de Hitler » et ordonna « de refuser les sacrements aux adhérents dudit Parti ».

Comme le Parti lui demandait officiellement les raisons de ces interdictions, l'évêque répondit :

« Nous devons donner ces instructions parce que le programme du Parti national-socialiste contient des principes incompatibles avec la doctrine catholique. Tout particulièrement, aucun catholique ne peut accepter le paragraphe 24 du programme sans renier sa foi. »

Ce paragraphe dispose que le Parti accorde la liberté aux confessions qui ne mettent pas en péril son existence ; or les chefs reconnus du Parti comptent l'Église catholique parmi les confessions dangereuses pour l'État. Ainsi Gottfried Feder, membre du Reichstag, affirme :

« Les personnes nées en Allemagne mais qui exercent consciemment une action destructrice sur la nation et sur le peuple parce qu'elles suivent des directives politiques venues de l'étranger — par quoi l'on désigne évidemment les catholiques — n'appartiennent pas à la communauté de destin allemande, ne peuvent exercer de droits

politiques, pas plus que les Juifs, et nous devrons exclure beaucoup d'entre elles de l'honneur d'être citoyens allemands. »

(*Le Parti national-socialiste et ses conceptions essentielles*.)

Le paragraphe 24, dans sa deuxième partie, dit que le Parti accorde la liberté aux confessions qui ne heurtent pas les coutumes et la discipline morale de la race germanique ; or il est bien connu que, tandis que le christianisme prêche l'amour du prochain, les écrivains du national-socialisme prêchent la glorification de la race germanique et le mépris des races étrangères.

Enfin, le paragraphe 24, dans sa troisième partie, affirme que le Parti professe un christianisme positif.

« Nous nous demandons, dit l'évêque, que faut-il entendre par christianisme positif ? Les chefs du Parti national-socialiste veulent un dieu allemand, un christianisme allemand et une Église allemande. »

Gottfried Feder dit :

« Assurément, le peuple allemand trouvera une forme pour sa confession de Dieu, pour son expérience de Dieu, telle que l'exige son sang nordique ; alors sera accomplie la trinité du sang, de la foi et de l'État. »

LE « MYTHE DU XXE SIÈCLE » DE ROSENBERG

La conception culturelle et religieuse allemande, profondément et exclusivement germanique, qui existait en puissance dès les premiers jours du Parti, en 1920, trouva l'esprit qui devait l'élaborer et la systématiser. Rosenberg a accompli la tâche la plus importante et la plus pernicieuse du Parti. Parmi tous les dirigeants du national-socialisme, aucun ne possède plus d'autorité que lui pour représenter les idées culturelles du Parti. Ce n'est pas sans raison que Hitler l'a nommé, par décret du 24 janvier 1934, « directeur de toute la formation spirituelle et intellectuelle et de l'éducation du Parti et de toutes les associations coordonnées, ainsi que de l'œuvre "La joie fait la force" ». C'est pourquoi, pour comprendre le problème allemand, il est nécessaire d'exposer « la conception philosophique de la vie » élaborée par Rosenberg, dans son *Mythe du XXe siècle*, pour la race germanique.

Nous pouvons la résumer ainsi : « Au commencement existait la race nordique, aux yeux bleus et aux cheveux blonds. Venue des régions polaires, elle a répandu sur la terre tout ce qui est perfection et civilisation. Tout mal provient des influences étrangères exercées sur cette race nordique. La principale influence étrangère vient du christianisme ecclésiastique, "synthèse de corruption syro-judéo-étrusque". Les doctrines de l'Église catholique, dans la mesure où elles ne sont pas une imitation du peuple germanique, ne sont que des transpositions bâtardes de quelques mythes syriens et persans ; mais les hérétiques ont été, en tous temps, les nobles

défenseurs de la race et de la civilisation contre ce christianisme. Tout ce qui vient de l'Église est mauvais ; tout ce qui s'oppose à l'Église est noble. »

Les blasphèmes qui couvrent le livre presque tout entier s'acharnent particulièrement contre la personne sacrée du Pape, dont il dit : « La pierre angulaire de la philosophie du médicastre a été créée au concile du Vatican. Ce concile a déclaré que le médicastre, tant qu'il demeure dans ses fonctions, était un dieu, un dieu infaillible. Désormais... Dieu est représenté par le système romain couronné par le médicastre, doté de tout pouvoir, que l'on appelle le Pape. »

La conclusion qui se dégage du livre de Rosenberg se résume ainsi : le christianisme, tant catholique que protestant, est étranger à la race germanique ; c'est un christianisme négatif — que l'on remarque le terme — qui ne correspond pas à l'âme allemande, qui fait obstacle aux énergies organiques des peuples de race nordique, et qui doit céder la place et être revalorisé dans un christianisme germanique.

Et tel est le christianisme « positif » dont parle le paragraphe 24 du programme national-socialiste : un christianisme positif qui stimule et renouvelle les forces du sang nordique. « Aujourd'hui s'éveille une foi nouvelle, le mythe du sang... la foi que le sang nordique est figuré dans ce mystère qui s'est substitué aux anciens sacrements et a triomphé d'eux. »

Nul ne saurait s'étonner que, tel étant le contenu infâme de ce livre, l'épiscopat allemand, dans son admirable Lettre collective de juin 1934 sur le néopaganisme allemand, ait protesté avec vigueur : « Nous ne pouvons garder le silence lorsqu'un livre qui, d'une manière aussi

radicale, recourant à quantité d'impostures, s'efforce de saper la foi en Dieu, la religion chrétienne et le respect de l'autorité du Christ et de l'Église, est diffusé dans les écoles, dans les milieux enseignants, dans les cours de formation des dirigeants, dans les camps de travail, et que l'on tend à en faire le fondement de la conception du monde de toutes les couches de la population. »

HITLER ET ROSENBERG

Nul ne saurait davantage s'étonner que, telle étant la substance philosophique du national-socialisme, et celle-ci n'étant pas purement théorique mais possédant une irrésistible force d'expansion, comme une chose profondément enracinée dans l'âme germanique, le Parti de Hitler ait été condamné à diverses reprises par l'épiscopat allemand.

Cependant, beaucoup de catholiques, et parmi eux le chancelier von Papen, qui éprouvaient de grandes sympathies pour le Parti, non précisément en raison de ce contenu philosophique mais de son opposition au *démolibéralisme*, ont voulu diminuer ce danger en l'attribuant non au Parti lui-même, incarné dans Hitler, mais à un groupe de théoriciens exaltés qui finiraient par céder devant la force des circonstances.

C'était comme attendre une rupture entre Hitler et Rosenberg. Cette espérance pouvait trouver quelque fondement dans le fait que Hitler ne semblait pas se solidariser avec ce groupe et qu'aux protestations des catholiques il répondait que les écrits de Rosenberg n'étaient pas des « productions officielles du Parti ». Mais le fait réel qui ruine toutes ces espérances est que le chancelier Hitler a nommé Rosenberg

directeur général du mouvement culturel de l'Allemagne, puissant promoteur de cette conception du monde, infaillible, indivisible, inéluctable ; qu'à Nuremberg il a proclamé que nul ne l'avait comprise aussi profondément que Rosenberg ; et que, dans tous les camps, le *Mythe* de Rosenberg occupe une place aux côtés de *Mon Combat* de Hitler, comme des livres sacrés qui ne peuvent être discutés.

Arthur Dinter, l'un des grands dirigeants du national-socialisme de la première heure, écrivait en 1931, dans le fascicule 38 de son *Esprit du christianisme* : « Celui qui croit possible une rupture entre Hitler et Rosenberg ne sait pas à quel point le diable les a liés l'un à l'autre, de telle sorte que l'un ne pourrait vivre sans l'autre. Rosenberg est l'esprit et Hitler le corps d'un même individu. »

D'autre part, le fait est que de nombreux prêtres ont été arrêtés et déportés dans des camps de concentration pour le seul fait d'avoir critiqué l'œuvre de Rosenberg, comme leur devoir pastoral les y obligeait. Ainsi le P. Albert Fritsch, âgé de 73 ans, curé de Hellefeld, le P. Kenter, de Dresde, le P. Wilhelm Dammer, de Gustorf, etc. (Voir *Documentation Catholique*, 36, col. 1057.)

LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE AU POUVOIR

C'est donc avec ce programme culturel que le Parti national-socialiste se présentait au peuple allemand. Pénétrant profondément dans le prussianisme de l'âme allemande — appelons ainsi ce que l'âme

allemande possède de païen, de rebelle au christianisme, puisque cette rébellion se localise particulièrement en Prusse et dans l'Allemagne du Nord — il n'était pas seulement un parti qui offrait la libération du peuple allemand, mise en péril à l'intérieur par les partis et les forces démolibérales et, à l'extérieur, par la politique anglo-française ; il prétendait encore lui offrir une libération totale de son être, tant religieuse que raciale, une conception du monde, la seule qui fût conforme à la race germanique et la seule qui pût réaliser l'unification des Allemands dans un puissant empire, rêve doré depuis les temps les plus anciens.

L'Église ne pouvait manquer de s'opposer à un tel Parti, qui lui niait radicalement le droit d'exister sur le sol allemand ; et elle s'y opposa avec toute son énergie, non à cause de son programme de libération politique, mais à cause de son programme de libération totalitaire, fondé sur une *Weltanschauung*.

Mais le peuple allemand, qui n'était catholique que pour un tiers, se laissa entraîner par l'hitlérisme, attiré surtout par la libération politique qu'il lui offrait. Ainsi le Parti, année après année, accrut sa puissance jusqu'à ce que, le 30 janvier, Hitler, après des élections victorieuses au cours desquelles il obtint 17 277 185 suffrages, assumât le pouvoir avec le titre de premier chancelier du Reich.

Et alors, une fois au pouvoir et investi de pleins pouvoirs, quelle attitude Hitler adopte-t-il à l'égard de l'Église ? Il nous le dit clairement dans sa déclaration gouvernementale, lue au Reichstag le 23 mars 1933, lorsque, après avoir rejeté tout compromis avec les groupes athées, il ajoute :

« Le gouvernement national voit dans les deux confessions chrétiennes des facteurs d'une importance capitale pour la préservation de notre valeur en tant que nation. Il respectera les conventions que ces communautés ont conclues avec les États. Leurs droits seront respectés. Mais il compte et espère que, réciproquement, sera apprécié le travail de relèvement national et moral de notre peuple, tâche que le gouvernement a entreprise. »

Et, à son tour, par quelle attitude l'épiscopat allemand répond-il aux bonnes intentions formulées par Hitler ? La Déclaration de la Conférence épiscopale de Fulda du 3 juin 1933 l'exprime clairement :

« Au cours de ces dernières années, les Ordinaires des diocèses d'Allemagne, préoccupés de leur devoir de conserver la foi catholique dans sa pureté et de protéger la mission et les droits inviolables de l'Église catholique, ont adopté une attitude d'opposition au mouvement national-socialiste, au moyen d'interdictions et d'avertissements destinés à durer aussi longtemps et dans la mesure où subsisteraient les raisons qui les avaient motivés.

Il faut actuellement reconnaître que le représentant suprême du gouvernement du Reich, en même temps chef autoritaire de ce mouvement, a fait des déclarations publiques et solennelles tenant compte de l'inviolabilité de la doctrine de la foi catholique, ainsi que de la mission et des droits immuables de l'Église, et dans lesquelles le gouvernement du Reich assure expressément que les traités d'État conclus entre l'Église et certains pays allemands conserveront leur vigueur. Sans abroger la condamnation de certaines erreurs religieuses et morales contenues dans ses déclarations précédentes, l'épiscopat croit pouvoir exprimer sa confiance que les interdictions et

avertissements susdits ne devront plus être considérés comme nécessaires. Le chrétien catholique, pour qui la voix de l'Église est sacrée, n'a pas besoin, même à l'heure présente, d'être spécialement exhorté à la loyauté envers l'autorité légitime et à l'accomplissement consciencieux de ses devoirs civils, rejetant par principe toute conduite illégale et révolutionnaire. »

De ces déclarations, il semblerait ressortir qu'une fois le national-socialisme arrivé au pouvoir, la paix s'était établie entre lui et l'Église, puisque, aux promesses de liberté pour l'Église formulées par le Führer, celle-ci répondait par de sincères dispositions à une collaboration loyale avec le nouveau gouvernement.

LE CONCORDAT ENTRE L'ÉGLISE ET LE REICH

Le Concordat, signé à Rome le 20 juillet de la même année que l'accession de Hitler au pouvoir, par le cardinal Pacelli au nom du Saint-Père et par le vice-chancelier von Papen au nom du Reich allemand, « dans le désir réciproque de consolider et de développer les relations amicales existant entre le Saint-Siège et le Reich allemand », venait confirmer ces espérances de paix.

Par ce Concordat, le gouvernement allemand garantissait à l'Église le libre exercice public de la religion catholique ; la liberté des communications entre le Saint-Siège et les évêques et fidèles d'Allemagne, ainsi que de ceux-ci entre eux ; la protection des ecclésiastiques dans l'exercice de leur activité sacerdotale, à l'instar des

fonctionnaires de l'État ; le maintien des écoles catholiques et de l'enseignement religieux dans les écoles publiques ; la protection des organisations catholiques à buts religieux, culturels, charitables, sociaux ou professionnels ; la pratique des devoirs religieux propres aux membres des organisations de jeunesse soutenues par le Reich ; et, en échange, l'Église donnait au Reich pleine assurance qu'elle exclurait les ecclésiastiques et les religieux de tout parti et de toute activité politique et qu'elle favoriserait chez les catholiques la conscience de leurs devoirs de fidélité envers la patrie et l'État.

Par le Concordat, la paix entre l'Église et le Reich en Allemagne se trouvait ainsi scellée. L'Église, en substance, s'engageait à éloigner les ecclésiastiques de toute activité politique, ce qui supprimait virtuellement le fameux Parti du Centre, et le Reich s'engageait, solennellement et à la face du monde, à assurer la pleine liberté de l'Église dans l'accomplissement de sa divine mission, dans tous les domaines de son activité spirituelle.

L'Allemagne catholique déborda de joie lors de la ratification du Concordat. Des hymnes d'action de grâces furent célébrés dans toute l'Allemagne. Les évêques témoignèrent leurs félicitations et leur reconnaissance au Saint-Père et au Führer. Les catholiques étaient prêts à adhérer au colossal programme de reconstruction du Troisième Empire allemand, en échange de la garantie qui leur était offerte de ne subir aucune atteinte dans la profession publique de leur foi catholique.

MAIS IL SUBSISTAIT UN PROBLÈME PROFOND QUI N'ÉTAIT PAS RÉSOLU

Si nous avons suivi avec attention le cours de cet exposé, nous nous serons rendu compte que le programme du Parti national-socialiste n'offrait pas seulement la libération politique de l'Allemagne, mais aussi sa libération selon une *Weltanschauung*. C'est-à-dire qu'il voulait réaliser le rêve doré de Fichte : unir tous les Allemands et tous les peuples de langue allemande, peuples du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, en une seule et puissante Allemagne, coulée dans un moule de vie nouveau et unique. Mais où trouver un moule capable d'unifier catholiques et protestants, chrétiens et non-chrétiens ? Cette union aurait pu se réaliser sur la base d'une simple coexistence économico-politique. Mais le national-socialisme cherchait à réaliser une union beaucoup plus profonde, qui pénétrât à ce point dans les racines de l'âme allemande que les hommes oubliassent qu'ils étaient catholiques ou protestants, chrétiens ou non-chrétiens, et ne sussent plus qu'une chose : qu'ils étaient national-socialistes. Alors l'Allemagne se retrouverait elle-même et atteindrait le destin de la race germanique, race privilégiée, héritière directe des Aryens primitifs, entre les mains de laquelle repose le salut de l'humanité. Si l'Allemagne du XXe siècle voulait accomplir le destin messianique auquel elle se sentait appelée, elle devait se soumettre à ce qui était spécifiquement germanique et rejeter loin d'elle ce qui ne l'était pas. Or le marxisme n'était pas germanique ; le judaïsme n'était pas germanique ; le christianisme protestant n'était pas germanique ; le catholicisme n'était pas germanique. C'est pourquoi le cri *Los von Rom*, « Loin de nous Rome », est un cri profond et authentique du

national-socialisme, non seulement contre une religion universelle comme l'Église, mais encore comme une évocation des vieilles théogonies de l'animisme ancestral, appelées à se révolter contre les disciplines importées de Rome et de France par Boniface et Charlemagne. Le national-socialisme éprouve l'aspiration suprême à franchir d'un bond quinze siècles d'influences chrétiennes pour retrouver la pureté de la race germanique, corrompue plus tard par le sémitisme étrusque des Juifs et des chrétiens.

Or jusqu'à quel point le Concordat pouvait-il résoudre cette lutte profonde qui agitait les entrailles les plus intimes de l'Allemagne ? Les faits allaient le révéler.

LA PAGANISATION DE L'ALLEMAGNE

Malheureusement, il ne fallut pas attendre longtemps pour en avoir la révélation. Que le gouvernement ne fût pas disposé à sacrifier son programme de *Weltanschauung*, la promulgation de la fameuse loi de stérilisation du 14 juillet 1933, c'est-à-dire au moment même des négociations du Concordat, le révéla bien vite. Cette loi antichrétienne, qui imposait la stérilisation forcée de toute personne atteinte de maladies héréditaires, était destinée à forger une race allemande forte et incontaminée.

Il devait se passer quelque chose en Allemagne pour que le Saint-Père, lors de l'audience accordée aux jeunes catholiques de ce pays, le 27 octobre 1933, déclarât qu'il était très préoccupé et ressentait une profonde inquiétude au sujet de la religion en Allemagne.

Et que pouvait-il donc se passer en Allemagne ?

Le 9 février 1934, la Sacrée Congrégation du Saint-Office de Rome ordonne d'inscrire à l'Index des livres prohibés le *Mythe du XXe siècle*, d'Alfred Rosenberg, déjà alors directeur et promoteur de la culture dans le Troisième Reich.

Le 7 juin de la même année, les évêques de tous les diocèses d'Allemagne, réunis à Fulda, auprès du tombeau de saint Boniface, le grand Apôtre de l'Allemagne, font entendre avec force leur voix dans une Lettre pastorale collective où ils dénoncent et condamnent le néopaganisme allemand.

« Nous, évêques, en notre qualité de maîtres et de pasteurs établis par Dieu pour conduire les chrétiens catholiques d'Allemagne, nous protestons solennellement et unanimement contre la diffusion des erreurs néopaïennes dans notre patrie ; nous protestons contre toutes les insultes et toutes les calomnies dont leurs adeptes couvrent presque chaque jour, dans leurs discours ou dans leurs écrits, Dieu, le Christ et la Sainte Église. »

Que se passe-t-il donc en Allemagne pour que les évêques protestent ainsi avec tant d'énergie dans un document public ?

Il se passe quelque chose de terrible, dont je vais esquisser la portée aussi fidèlement que possible.

La persécutionais allemande n'est pas sanglante comme celle du Mexique, de l'Espagne ou de la Russie, melle est terrible, et peut-être plus pernicieuse encore. Quelle tactique emploie-t-on en Allemagne pour anéantir l'influence de l'Église catholique ? Elle consiste à la

priver de tous les moyens d'influence sur la masse, même catholique, de la population allemande, tandis que, d'autre part, on mène une offensive grandiose pour la paganiser. À cette fin : 1° on supprime la presse et la propagande catholiques ; 2° on supprime l'école catholique ; 3° on supprime les organisations catholiques, surtout celles de jeunesse ; 4° on mène, tambour battant, une propagande dénigrante et calomnieuse contre le clergé catholique, sous prétexte de trafic de devises, d'immoralité, d'alliance avec le communisme, afin de faire pénétrer la conviction que le clergé catholique est l'ennemi du peuple germanique ; 5° on emprisonne des prêtres et des dirigeants catholiques ; 6° on établit un réseau d'espionnage qui atteint jusqu'au confessionnal ; 7° on exerce sur les catholiques une « oppression de conscience dure et inouïe » (Déclaration des évêques de Cologne, 18 novembre 1936) ; 8° on organise une propagande d'apostasie ; et tandis que tout cela se produit, on entreprend une campagne gigantesque pour paganiser le peuple allemand, avec le ministère de la Propagande aux mains de Goebbels, la direction de la Culture aux mains de Rosenberg, la direction de la jeunesse du Reich aux mains de Baldur von Schirach, le ministère de l'Intérieur aux mains de Frick, et, au service de tous, la terrible Gestapo, police secrète de Hitler, aux mains de Goering ; et au-dessus de tous le Führer, l'énigmatique Führer, qui semble pouvoir tout et ne rien pouvoir ; qui veut respecter les engagements du Concordat ou qui veut les violer ; qui se rend responsable de tout ce qui se passe en Allemagne ou qui ne s'en occupe pas.

Voilà, et rien de plus, ce qui se passe en Allemagne, mais cela est terrible. Car c'est peut-être, dans le cours des deux mille ans d'histoire de l'Église, la persécution systématique la mieux calculée. On dirait

que toute la prodigieuse intelligence allemande s'est mise à l'œuvre pour défaire l'Église afin de paganiser complètement l'Allemagne.

Entrons dans les détails pour expliquer les caractères de cette lutte.

SUPPRESSION DE LA PRESSE ET DE LA PROPAGANDE CATHOLIQUES

Pour le national-socialisme, l'Église doit abandonner le domaine politique, qui relève exclusivement de la sphère de l'État. Sans entrer dans la discussion de la légitimité de cette prétention, l'Église n'y a pas fait difficulté et s'y est engagée solennellement dans le Concordat. Mais qu'entend par « politique » le gouvernement du Reich ? Le docteur Goebbels, ministre de la Propagande, l'a déclaré dans un discours (*Völkischer Beobachter*, 14 juillet 1936), où il dit : « Nous n'entendons plus par politique le fait de s'occuper des choses matérielles d'un peuple. La politique a pris à nos yeux un caractère beaucoup plus étendu. Elle exige que l'on s'occupe de toutes les questions qui touchent d'une manière quelconque le peuple. »

Avec un tel critère, il est logique que l'Église, qui s'est engagée à n'exercer aucune influence dans le domaine politique, dût se désintéresser de tout ce qui touche d'une manière quelconque le peuple. L'Église devrait donc être bâillonnée dans son activité, car qu'existe-t-il qui ne touche d'une manière quelconque le peuple ?

Le ministre Frick a déclaré à plusieurs reprises (7 juillet 1935, 13 octobre 1935) : « Nous réclamons la déconfessionnalisation de toute la vie publique et politique » ; ainsi le gouvernement promulgue des lois

antichrétiennes, comme celle sur la stérilisation, et les catholiques ne peuvent ni les discuter ni les rejeter, parce que ce serait porter atteinte aux droits de l'État. Le gouvernement propage une conception païenne de la vie, injurieuse pour l'Église, comme le *Mythe* de Rosenberg, et les catholiques ne peuvent s'y opposer sous peine d'être traités de traîtres au peuple allemand. L'Église ne peut donc faire entendre sa voix. Toute la presse d'Allemagne, y compris les quelques journaux catholiques qui ont pu survivre à cet étouffement progressif et féroce, est soumise à une censure implacable à laquelle n'échappent même pas les bulletins officiels des diocèses. Les documents épiscopaux ne sont pas connus du public allemand, et si la grande Encyclique de S. S. Pie XI a pu être connue des fidèles de l'Église allemande, ce fut grâce aux précautions extrêmes prises pour déjouer la redoutable surveillance de la Gestapo. Même les livres catholiques ne peuvent circuler ; ainsi, selon *L'Osservatore Romano* du 30 juillet 1936, ont été interdits des ouvrages tels que *Rome et le Christianisme* de Mgr Hudal ; *Vie de Don Bosco* du P. Lecherman ; l'ouvrage du Dr Niedermayer sur la stérilisation ; et *La Réponse au Mythe de Rosenberg*.

La voix de l'Église a donc été supprimée en Allemagne.

SUPPRESSION DE L'ÉCOLE CATHOLIQUE

L'école catholique, qui jouissait depuis toujours en Allemagne d'un si grand crédit, était elle aussi garantie par la haute protection du Reich. Mais, par la tactique hitlérienne classique consistant à exalter par tous les moyens l'école officielle, appelée école de la communauté

allemande, et à abattre l'école catholique au moyen de mille procédés oppressifs exercés sur les parents des élèves ou sur les élèves eux-mêmes, l'école catholique a dû fermer par la volonté — quelle ironie ! — des parents catholiques d'Allemagne. Grâce à de prétendus plébiscites populaires, le pourcentage des élèves fréquentant l'école catholique a baissé à Munich de 87 % à 54 % en 1935, à 36 % en 1936, et à 3,89 % en 1937.

En revanche, la tentative de supprimer les crucifix des écoles dans toutes les communes d'Oldenbourg n'a pas réussi. L'indignation de la population fut telle que, vingt et un jours après la promulgation de l'ordonnance de suppression, le chef du district dut la révoquer, ce qu'il fit en ces termes : « Un gouvernement d'État sage doit savoir aussi revenir en arrière lorsqu'il a fait un faux pas. L'ordonnance du 4 novembre est annulée. Les crucifix demeurent dans les écoles. »

SUPPRESSION DES ORGANISATIONS CATHOLIQUES DE JEUNESSE

L'article 31 du Concordat garantissait expressément les organisations catholiques à buts culturels et sportifs, assurant ainsi la vie de la magnifique jeunesse catholique allemande, admirablement organisée dans tous les secteurs de l'activité.

Mais le national-socialisme, dont l'œuvre d'unification a toujours consisté à réunir tous les groupes existants dans les cadres de la Jeunesse hitlérienne (*Hitlerjugend*), a dû lutter dans ce domaine avec une violence particulière. L'hitlérisme remporta une victoire facile sur

les jeunesses évangéliques, dont un million de jeunes furent contraints de rejoindre en masse la Jeunesse hitlérienne. Sa victoire sur les puissantes organisations catholiques devait être semblable, quoique plus lente. La mission de Führer de la Jeunesse du Reich fut remise entre les mains ardentes de Baldur von Schirach, païen exalté qui avait échangé son nom contre un autre emprunté à l'ancienne mythologie germanique.

Baldur von Schirach entreprit avec ardeur de modeler toute la jeunesse allemande selon les moules de Rosenberg. « Comme chef de la Jeunesse du Reich allemand, inculque-t-il fréquemment, je n'appartiens ni à la confession protestante ni à la confession catholique : je suis national-socialiste. » « La Jeunesse hitlérienne ne demande pas aux jeunes quelle est leur caste ou quelle est leur croyance, mais seulement quelle est leur origine. » (*Der Hitlerjugend, Idee und Gestalt*.)

Et ces idées tendant à décatholiciser la jeunesse catholique sont systématiquement et persévéramment mises en pratique. Ainsi chantent les jeunes de Hitler :

« Qu'a donc à faire un fils de mère
allemande avec le Pape et les papistes ?
Le temps de la Croix est passé... »

Dans de nombreuses écoles secondaires, on regroupe les élèves appartenant aux organisations catholiques et on les fait marcher à trois pas de distance des autres élèves... Dans l'école professionnelle de A..., dénonce l'évêque de Rottenbourg, « en préparation à la fête de la jeunesse allemande, ces élèves furent pesés sur une bascule à bestiaux, sous les yeux des jeunes hitlériens qui célébraient la scène à grands

éclats de rire. L'un des professeurs déclara expressément que ceux de la jeunesse paroissiale étaient des hommes de "seconde classe". » (Protestation de Mgr Sproll, évêque de Rottenbourg, au chef du district de Stuttgart, *Reichspost*, 18 août.)

Outre cette continuelle et systématique mise en ridicule de la jeunesse catholique, le Reich, par une ordonnance de Goering du 18 juillet 1935, interdisait aux associations catholiques de l'Empire de porter uniformes, insignes ou drapeaux, de défiler en rangs, d'organiser publiquement des excursions ou des camps, de posséder une fanfare ou des troupes théâtrales.

En outre, le 12 août 1935, le directeur de la Section centrale du *Reichsnährstand* demande à ses employés de chercher à influencer les paysans afin qu'ils retirent leurs fils et leurs filles des associations catholiques de jeunesse, parce qu'ils y sont exposés au danger de subir des influences hostiles à l'État. « De cette manière, dit-il, le *Reichsnährstand* se conformera aux diverses décisions des hautes autorités du Reich et de l'État. » (Service de presse de la Jeunesse du Reich, n° 181.)

Le 23 février 1936, Baldur von Schirach annonce que nul ne pourra être fonctionnaire de l'État s'il n'est passé par les rangs de la Jeunesse hitlérienne et, enfin, le 1er décembre 1936, une loi est promulguée par laquelle il est décidé que toute la jeunesse allemande fera partie de la Jeunesse hitlérienne et se soumettra « à l'éducation physique, intellectuelle et morale dans l'esprit du national-socialisme ».

Désormais, il ne doit donc plus exister de Jeunesse catholique allemande. Tous les jeunes d'Allemagne, catholiques et non

catholiques, devront se soumettre à l'influence antichrétienne de Rosenberg.

BRUYANTE CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT DU CLERGÉ

Tandis que l'on étouffe férocement toute l'activité de l'Église, une formidable propagande de diffamation publique du clergé catholique est menée dans le but de rompre l'union entre les fidèles et leurs pasteurs. Toute cette campagne tend à créer dans le peuple allemand une conscience publique d'horreur envers l'Église et ses ministres et, par conséquent, le sentiment de l'urgence qu'il y aurait à arracher la jeunesse à des maîtres qui seraient des corrupteurs publics, les malades à des infirmiers indignes de leur tâche, la fortune de l'Allemagne à des administrateurs frauduleux.

« Après les expériences de ces dernières années, écrit récemment le *Schwarze Korps* de Himmler, nous n'avons plus confiance dans votre moralité. Nous tremblons pour la jeunesse qui vous est confiée, pour les êtres remis à vos soins, pour la fortune du peuple que vous administrez. »

« C'est le souffle pestilentiel d'un monde de pourriture qui se manifeste ici à nous et qui fait monter jusqu'au ciel sa puanteur. Nous voulons parler des événements scandaleux dont les milieux religieux et les couvents sont le théâtre et qui nous présentent le registre complet du crime, depuis le parjure jusqu'à l'inceste, en passant par le crime sexuel. Et que penser encore de tout ce qui a pu se passer

derrière les murs des monastères et dans les rangs de la confrérie romaine sans être révélé au dehors ni puni par la loi ? »

Je cite cela parce que tel est le ton ordinaire de la propagande de diffamation entreprise par le ministre Goebbels.

LE SCANDALE DES DEVISES

Le scandale des devises ouvrit les portes à la vague de boue que le gouvernement du Reich allait lancer sur les catholiques allemands. Rappelons rapidement et sèchement les faits. Le 17 mai 1935 se déroulait à Berlin, devant la Chambre criminelle de Moabit, le premier procès pour fraude fiscale contre Catherine Wiedendörfer, en religion sœur Wernera, secrétaire de l'Ordre de Saint-Vincent-de-Paul, accusée d'avoir fait passer en Belgique, en deux ans, en violation de la loi sur l'exportation des capitaux, la somme globale de 250 000 marks, propriété de la Maison-Mère de Saint-Vincent-de-Paul à Cologne. Le procureur requérait personnellement contre la sœur cinq ans de travaux forcés, cinq ans de privation des droits civiques et 150 000 marks d'amende ; et contre la « Société des Œuvres de Charité de Cologne », une amende de 250 000 marks. Ces peines furent prononcées avec enthousiasme par les jurés de Moabit, avec cette clause supplémentaire qu'en cas d'insolvabilité de la sœur, quatorze mois de travaux forcés seraient ajoutés.

Une affaire semblable s'ouvre à Berlin cinq jours plus tard. Sept jours après, c'est l'Ordre de Saint-François qui est accusé, et le R. P. franciscain Otto Goertler se voit condamné à dix ans de travaux

forcés, cinq ans de privation des droits civiques et 350 000 marks d'amende.

Et les procès se poursuivirent ainsi.

Sans entrer dans la discussion de la vérité des faits dénoncés ni juger de la culpabilité morale qu'ils comportent, observons que le gouvernement du Reich n'a eu d'autre dessein, dans toute cette série de procès retentissants, que la simple dénigration du clergé catholique. Le procédé employé le prouve. Avant le premier de ces procès, cela faisait plus d'un an que de nombreux délits privés relatifs au trafic de devises étaient commis, aussi bien par les banques que par les particuliers. Mais chaque affaire était réglée sans bruit et sans que le public en fût informé. Il s'agissait de procédures *Unterwerfungsverfahren*. Mais lorsque des opérations illicites furent découvertes chez des religieux — et, pour cela, la Gestapo avait fouillé les couvents deux mois auparavant, le 12 avril [voir *Documentation Catholique*, 35, col. 1430] —, l'affaire fut portée devant la justice et l'on chercha à lui donner la publicité la plus retentissante possible... On sait que, dans chaque procès, le ministère de la Propagande alla jusqu'à déterminer, à l'usage des agences de presse, les caractères typographiques qui devaient être employés, et qu'il s'attacha à faire installer toute une série de microphones dans la salle du tribunal.

Le journal de Rosenberg, le *Völkischer Beobachter*, dénonçait en grands titres que « la nation allemande était escroquée par les criminels en soutane », et l'*Angriff*, le second journal hitlérien par importance, affirmait que les sommes transférées à l'étranger par les religieux auraient largement suffi à couvrir les besoins en matières premières qui faisaient si cruellement défaut à l'Allemagne.

LE SCANDALE DES MŒURS

L'impression produite sur le public allemand par le scandale du trafic des devises ne s'était pas encore dissipée qu'un autre scandale, plus retentissant encore, éclata au sujet de la moralité et des bonnes mœurs du clergé.

Pour se documenter, le gouvernement allemand avait fait procéder, le 15 mars 1936, par l'intermédiaire de sa Gestapo (*Tijd*, 16 février 1936), à de minutieuses perquisitions dans de nombreux couvents, surtout dans les régions de Fulda, Wurtzbourg et Bonn (Waldbreitbach) ; il avait également contrôlé les archives des Ordres religieux et confisqué les documents et les lettres des supérieurs contenant les rapports adressés au général de l'Ordre sur la conduite de nombreux religieux.

Trois mois plus tard, le 26 mai 1936, s'ouvre à Coblence un retentissant procès contre les membres d'une congrégation de frères convers, dite de Waldbreitbach et affiliée au Tiers-Ordre franciscain, pour attentat aux bonnes mœurs. Les détails les plus insignifiants du procès sont amplifiés par tous les journaux du Reich. L'agence officielle, dans son désir de produire le plus grand retentissement de propagande, annonce la nouvelle en ces termes : « Aujourd'hui commence à Coblence un procès contre plus de 200 membres de l'Ordre des Frères franciscains, accusés des pires crimes d'immoralité... Les actes criminels ont été commis dans tous les couvents et établissements des Frères franciscains de Rhénanie et de Westphalie... » En réalité, sur les 265 membres que compte la Congrégation en Allemagne, lesquels ne sont pas des Pères mais des frères convers, à l'exception de leur chapelain, le prêtre Bernhard Steinhoff, et qui se

consacrent au soin des aliénés, des épileptiques et des idiots, seuls 31 furent condamnés par le tribunal inférieur.

Les procès relatifs aux mœurs se sont fortement multipliés cette année, après l'encyclique du Pape sur la situation de l'Église dans le Reich : on dirait que telle est la réponse de l'Allemagne au Pape.

Le *Deutsche Allgemeine Zeitung* écrivait récemment : « Lorsque nous apprenons qu'au cours de 400 actions judiciaires pour attentat aux mœurs, mille membres des Ordres catholiques ont dû être inculpés, nous sommes obligés de dire que cette affaire, aussi répugnante que déplorable, dépasse le cadre des cas isolés. La pureté même de notre peuple est en jeu et l'État ne peut plus tolérer ces abîmes d'immoralité, pas davantage que les machinations de haute trahison révélées par le procès Rossaint. »

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Selon la déclaration de protestation lue dans toutes les chaires du Reich, le dimanche 6 juin de cette année, sur 21 461 prêtres séculiers, 49 ont été accusés, dont 21 seulement ont été déclarés coupables, tandis que les 28 autres affaires ont été suspendues. Sur 4 174 religieux, 9 ont été accusés ; parmi eux, 1 a été déclaré coupable et les 8 autres affaires sont demeurées en suspens.

Glorieux clergé allemand qui, malgré l'acharnement d'ennemis puissants, peut présenter un nombre si insignifiant de défaillants. On ne sait ce qu'il faut admirer davantage : la rage frénétique de persécuteurs sans âme ou l'élévation morale d'un clergé au service de Jésus-Christ et de son Église.

À ces campagnes de dénigrement du clergé, il faudrait ajouter l'atmosphère de suspicion créée contre les organisations catholiques au sujet d'une infiltration communiste et d'un prétendu complot de catholiques et de communistes ; c'est sous ce prétexte que la Gestapo arrêta, le 6 février 1936, Mgr Ludwig Wolker, conseiller général des Associations de la Jeunesse catholique, ainsi que de nombreux autres ecclésiastiques et laïcs parmi les plus représentatifs.

EMPRISONNEMENT DE PRÊTRES ET DE DIRIGEANTS CATHOLIQUES

Un autre chapitre de la lutte du Reich contre l'Église en Allemagne est l'emprisonnement des prêtres, si fréquent que la classe sacerdotale est celle qui compte le plus grand nombre de détenus. Les paroles du chef du district de Bade, Wagner, prennent ici une réalité saisissante : « Nous ne voulons pas faire de martyrs, nous voulons démasquer des "délinquants". »

Les motifs les plus futiles y suffisent. Certains sont arrêtés pour « abus de chaire », et ils se comptent par centaines ; d'autres pour avoir critiqué le *Mythe* de Rosenberg ; d'autres encore pour avoir arraché des affiches injurieuses envers l'Église. Il faudrait remplir des pages et des pages si l'on prétendait rendre compte de toutes ces arrestations.

Parmi les arrestations les plus retentissantes figure celle de Mgr Banasch, chanoine de Berlin, arrêté par la police secrète et conduit à la prison préventive de Moabit. Le cardinal Bertram, président de la Conférence épiscopale de Fulda, l'avait chargé de recueillir des

renseignements sur les nombreux incidents dont les catholiques avaient à souffrir. À cette occasion furent également arrêtés le secrétaire de Mgr Banasch ; Mgr Konerman, président des associations ouvrières de Münster ; Mgr Klemens, secrétaire de la Jeunesse catholique ; le P. Ansgar Sinniger, secrétaire général de la Commission des Supérieurs d'Ordres religieux ; le P. Miltenberg, vicaire général de Wurtzbourg, ainsi que d'autres vicaires généraux qui fournissaient des renseignements à Mgr Banasch.

Parmi les cas d'arrestation les plus singuliers figure celui de Phillips, concierge de la maison des membres de Kolping à Coblence, qui fut condamné à deux mois de prison pour avoir arraché une affiche dirigée contre le catholicisme, apposée sur les murs de sa maison par la section régionale du Parti. Au procès, il fut déclaré que les affiches de la direction du Parti avaient valeur d'affiches de l'autorité.

UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE QUI ATTEINT JUSQU'AU CONFESSIONNAL

Il est évident que toutes ces arrestations sont la conséquence d'un réseau d'espionnage savamment organisé et, par de nombreux cas, on sait qu'il atteint jusqu'au confessionnal.

Le 12 avril 1935, après un procès de quatre jours, le tribunal spécial de Rostock condamne le curé de la paroisse, Mgr Leffers, à un an et demi de prison et aux frais du procès, pour attaques voilées contre l'État et le Parti.

Que s'était-il passé ? Un étudiant, Schinke, et deux jeunes filles, Allmut Frisch et Margaret Natz, s'étaient présentés au Père comme catholiques pour le consulter au sujet de la lecture du *Mythe* de Rosenberg, afin de dénoncer ensuite sa réponse à la justice.

Les évêques de Bavière ont dénoncé dans un document public (*Reichspost*, 18 décembre 1936) qu'« un système d'espionnage a été établi pour surveiller l'enseignement religieux et les foyers familiaux ».

Pour terminer ce chapitre, je vais rapporter un acte d'espionnage accompli dans le confessionnal même.

À Lugnan, en Haute-Silésie, un fonctionnaire de la police criminelle avait envoyé sa femme auprès du P. Choroba, apparemment pour se confesser et lui demander si elle devait envoyer sa fille au camp annuel du gouvernement. Le Père répondit à cette femme que, si l'enfant était envoyée dans un milieu protestant, elle courait le risque de perdre la foi. Le fonctionnaire dénonça le prêtre. Accusé d'exciter contre une institution du Führer-Chancelier, le Père fut jugé par le tribunal spécial de Silésie à Gleiwitz. (*Documentation Catholique*, 36, col. 309.)

Afin d'éviter ces pièges tendus aux prêtres, les évêques ont disposé que toute consultation faite au confessionnal sur des points dangereux recevrait en général pour réponse un renvoi des pénitents aux dispositions des évêques.

UNE OPPRESSION DE CONSCIENCE DURE ET INOUÏE

Pour achever ce tableau de l'étouffement de toute activité religieuse, je vais reproduire un paragraphe de la déclaration des archevêques et évêques des provinces ecclésiastiques de Cologne et de Paderborn, qui fut lue à toutes les messes du 18 novembre 1936 :

« Réunis pour délibérer sur de graves affaires de l'Église, nous, évêques des provinces ecclésiastiques de Cologne et de Paderborn, nous nous trouvons en présence d'un fait douloureux : de tous les diocèses, de vastes milieux nous font parvenir d'amères plaintes au sujet de l'oppression de conscience, dure et inouïe, dont les catholiques sont l'objet. En termes empreints de tristesse, des parents profondément chrétiens nous décrivent comment, sinon partout, du moins en beaucoup d'endroits, dans les écoles et au sein de puissantes organisations auxquelles appartiennent leurs enfants, maîtres et chefs s'appliquent, par la parole et par l'écrit, à rendre méprisable aux yeux des enfants la foi de leurs parents et à détourner ainsi intérieurement ces enfants de Jésus-Christ et de son Église, et par là même de leurs parents.

Des adultes exerçant les professions les plus diverses se plaignent auprès de nous de ce que l'on abuse de leur dépendance dans le domaine professionnel et économique pour les obliger à violer leur conscience chrétienne, à mépriser les commandements divins et à renier le Christ et son Église. Les faits qui motivent ces plaintes sont si nombreux et si manifestes que l'on ne peut douter de leur fondement. Après tant d'efforts inutiles pour soulager l'angoisse de conscience de

nos fidèles, l'heure est venue où nous, évêques, en qualité de représentants et de pasteurs du peuple catholique désignés par Dieu, devons nous adresser au public. À tous ceux qui exercent quelque influence sur la marche des événements dans notre patrie, nous posons cette question : les choses vont-elles continuer ainsi ? À notre peuple, si durement éprouvé, n'épargnera-t-on pas le pire, le dernier des maux ? Après toutes les souffrances des vingt dernières années, faudra-t-il encore que les âmes soient violentées ? Faudra-t-il que notre peuple soit déchiré au point qu'une partie vénère Jésus-Christ, son Dieu et son Sauveur, comme l'ont fait nos pères, tandis que l'autre méprise Jésus-Christ et ses disciples ? »

LA PROPAGANDE D'APOSTASIE

Cette oppression dure et inouïe apparaît plus grave encore, si possible, lorsque l'on sait qu'elle répond à « une propagande d'apostasie » organisée par le gouvernement du Reich. C'est ce que dénonce, dans une lettre pastorale de cette même année (*Documentation Catholique*, 30 janvier 1937), Mgr Gröber, archevêque de Fribourg-en-Brisgau, lorsqu'il dit :

« L'audace et la folie de Julien l'Apostat vont-elles donc prédominer dans notre pays allemand, dans la croyance que, par la pression, l'oppression et les vexations, on réussira à anéantir en quelques années ce que des centaines de générations allemandes ont adoré et vénéré, et ce qu'elles ont créé, remplies d'un saint enthousiasme, dans le domaine de la culture, de l'art et de la science ?

La propagande d'apostasie qui — comme nous avons l'amère douleur de le savoir — est vue non sans complaisance, voire provoquée et expressément favorisée par l'exemple et la recommandation, et même par les ordres et les menaces à peine dissimulés de certains, infligera-t-elle un démenti impardonnable à la promesse solennelle de notre Führer de ne vouloir porter aucune atteinte aux deux confessions religieuses ? »

L'évêque fait clairement allusion aux apostasies publiques de dirigeants nationaux-socialistes qui se sont produites depuis le mois de décembre précédent. Ainsi Himmler, chef de la Gestapo, apostasie de l'Église catholique. Lutze, chef de la S.A. (Section d'Assaut), et Roever apostasient de la confession évangélique, etc.

Le cœur paternel de S. S. le Pape se fait l'écho des mêmes plaintes dans sa lettre encyclique *Mit brennender Sorge* à l'Église d'Allemagne, où il dit que « c'est avec une vive anxiété et un étonnement toujours croissant que, depuis longtemps, Nous observons le chemin douloureux de l'Église et l'aggravation progressive de l'oppression des fidèles ».

« Dans vos contrées, Vénérables Frères, des voix en chœur s'élèvent toujours plus fortes pour vous inciter à sortir de l'Église, et surgissent des proclamateurs qui, par la position qu'ils occupent, cherchent à vous faire croire qu'un tel éloignement de l'Église et l'infidélité qui en résulte envers le Christ-Roi constitueraient une preuve particulièrement manifeste et méritoire de fidélité au régime présent. Par des pressions cachées et manifestes, par des menaces, par la perspective d'avantages économiques, professionnels, civils ou d'une autre nature, l'adhésion à la foi des catholiques, particulièrement de

certaines catégories de fonctionnaires, est soumise à une violence aussi illégale qu'inhumaine. Avec une émotion paternelle, Nous ressentons et souffrons profondément avec ceux qui ont payé si cher leur amour pour le Christ et pour l'Église ; mais on en est arrivé à un point tel que la fin dernière et suprême, le salut ou la perdition, est en jeu ; dès lors, il ne reste au croyant d'autre voie de salut que celle d'un généreux héroïsme. »

Lorsque le tentateur ou l'oppresseur s'approche de lui avec de perfides insinuations pour lui faire abandonner l'Église, il ne pourra lui opposer, même au prix des plus graves sacrifices terrestres, que la parole du Sauveur : « Retire-toi, Satan, car il est écrit : Tu adoreras le Seigneur ton Dieu, et tu ne serviras que Lui » (Matth., IV, 10). À l'Église, en revanche, il adressera ces paroles : « Ô toi qui es ma Mère depuis les premiers jours de mon enfance, ma consolation dans la vie, mon avocate dans la mort, que ma langue s'attache à mon palais si, cédant aux séductions ou aux menaces terrestres, je venais à trahir mon vœu baptismal. » Enfin, à ceux qui se berceraient de l'illusion de pouvoir concilier l'abandon extérieur de l'Église avec une fidélité intérieure envers elle, que serve de sévère avertissement la parole du Sauveur : « Celui qui me reniera devant les hommes sera renié devant les anges de Dieu » (Luc, XII, 9).

LA FORMIDABLE OFFENSIVE DU NÉOPAGANISME

Et tandis que, d'une manière si dure et si inouïe, on opprime l'Église et ses fidèles afin d'arracher de l'âme allemande toute trace du Christ,

on cherche avec la même violence à forger dans le peuple allemand l'idolâtrie de sa race. « Par mille moyens, on répète un évangile qui n'a pas été révélé par le Père céleste ; des milliers de plumes écrivent au service d'un fantôme de christianisme qui n'est pas le christianisme de Jésus-Christ. La presse et la radio assaillent chaque jour avec des productions d'un contenu contraire à la foi... et, brutalement et sans respect, attaquent tout ce qui doit être sacré et saint » (Pie XI, *Mit brennender Sorge*). La conception du monde fondée sur l'exaltation de la race germanique et le mépris de ce qui n'est pas germanique est en train de prendre chair dans la masse de la population, qui ne peut se soustraire à une offensive aussi formidable.

C'est surtout dans les camps que se forge l'Allemagne païenne. Camps de concentration, camps de travail, camps de jeunesse hitlérienne, masculins et féminins, camps d'instruction... L'Allemagne est actuellement couverte d'un nombre si considérable de camps que l'on se croirait en pleine guerre civile si tous ces camps ne portaient pas une même marque : la croix gammée.

C'est surtout dans les camps de dirigeants, les *Schulungslager*, camps de formation soumis à une direction spéciale du ministère de l'Instruction publique, et dont l'objet est le recrutement et la formation de chefs pour tous les degrés de la hiérarchie sociale, que se forge l'Allemagne païenne. Dans ces camps, sous toutes les formes, à toute heure et avec toutes les ressources les plus efficaces de la psychologie, on inculque le contenu de cette profession de Baldur von Schirach : « Je ne suis pas catholique, je ne suis pas protestant, je suis national-socialiste » (voir *Hitler et Rosenberg*, de la Bonne Presse).

Car, en définitive, telle est la grande tâche du Troisième Reich allemand : forger un peuple doté d'un idéal nouveau, idéal racialiste, païen, étatiste-idolâtrique, dans lequel prenne chair l'idée d'une grandeur nouvelle qui absorbe tout, à savoir que chaque Allemand est une parcelle du Troisième Empire allemand, lequel, par la force de sa pure race aryenne, va sauver l'humanité.

Devant cet état de tribulation des évêques qui ne peuvent faire entendre à leurs fidèles leur parole de pasteurs, des prêtres et religieux exposés aux calomnies les plus humiliantes et les plus grossières, et des fidèles en général soumis à une oppression dure et inouïe dans la profession de la foi catholique, le Saint-Père parla dans un document public, qui fut lu dans toutes les églises d'Allemagne le dimanche 21 mars de cette année. Il parla, non pour rompre des lances avec le gouvernement du Reich ; telle n'est pas la règle du Saint-Siège, qui cherche, même sous les régimes les plus hostiles, à trouver les conditions qui lui permettent d'exercer son influence salutaire pour le bien des âmes : « la sollicitude paternelle pour le bien des âmes — dit le Saint-Père — Nous conseille de tenir compte des faibles perspectives qui peuvent encore subsister d'un retour aux engagements » ; mais afin d'apporter « une parole de vérité et d'encouragement moral » aux pauvres fidèles d'Allemagne, « soumis de mille manières à une oppression organisée de la liberté religieuse qui les accable par l'impossibilité d'obtenir des informations conformes à la vérité ».

Et la parole du Pape, écoutée avec une émouvante dévotion par les fidèles persécutés, apporta à leurs âmes la consolation de savoir que le Vicaire du Christ était avec eux ; dans le reste du monde, elle servit à unir les fidèles catholiques de toutes les nations dans une même

communion, la communion des saints par la prière, avec leurs frères dans l'épreuve ; elle servit surtout à rappeler aux peuples cette réalité que tout nationalisme n'est pas bon.

Et le conflit entre l'Église et le Reich demeure là, terrible, insoluble. Car les dirigeants de l'Allemagne ne semblent pas vouloir relâcher leur oppression religieuse, tandis que les catholiques, bien que les défections soient nombreuses, dans leur noyau le meilleur et le plus nombreux, seront prêts à donner leur vie pour le Christ plutôt que d'apostasier de Lui. Ils auront ainsi l'occasion propre aux héros de rendre par leur vie témoignage à Celui qu'ils aiment.

Ce ne sera donc pas l'Église qui sortira lésée de ce conflit. Le gouvernement du Reich devrait garder présentes à l'esprit les paroles du génial Mussolini, qui écrivait en 1934, faisant allusion au conflit religieux en Allemagne : « Toute l'histoire de la civilisation occidentale, depuis l'époque de l'Empire romain jusqu'à nos jours, de Dioclétien à Bismarck, nous enseigne que chaque fois qu'un État entre en conflit avec la religion, c'est l'État qui sort vaincu de la lutte. » (*Documentation Catholique*, 33, col. 465.)

Si Dieu permet ces épreuves à l'Église d'Allemagne, c'est un signe évident que de grandes choses attendent cette noble nation.

UNE RÉFLEXION SUR LE NATIONALISME

Faisons une réflexion finale sur le nationalisme, avec clarté, ici, entre nous, là où le nationalisme est en train de former des noyaux prometteurs.

Les peuples ne peuvent aujourd'hui se faire illusion. Les quatre siècles d'influence antichrétienne qui les ont accablés ne peuvent qu'aboutir au communisme, si les peuples eux-mêmes ne détournent pas le cours de ce processus dégradant. Le communisme n'est pas un fantôme. Le communisme est une réalité. La prospérité financière du pays, loin de résoudre le péril communiste, ne fait que l'exacerber ; car cette prospérité, qui se réalise au bénéfice d'une classe sociale aux dépens de l'autre, ne fait qu'accroître le mécontentement et l'envie de la classe opprimée. Le communisme marque le dernier jalon du processus de déchristianisation que la Réforme protestante a inauguré dans le monde. Le communisme veut l'anéantissement total de l'homme dans le chaos. Ce n'est pas un danger : c'est la somme de tous les dangers qui, au cours de l'histoire, ont pu opprimer les peuples. Le Saint-Père, dans l'encyclique sur le *Communisme athée*, qu'il publia presque en même temps que son encyclique sur la situation de l'Église dans le Reich, le dénonce une fois encore. Tel est le péril suprême. Et les évêques allemands, malgré l'oppression que leur inflige un gouvernement anticommuniste, n'ont pu s'empêcher d'enseigner : « Le bolchevisme n'est pas seulement une organisation économique et politique ; dans son essence intime, dans ses racines les plus profondes, il est la négation de toute religion, l'athéisme personnifié dans l'État,

une porte de l'enfer, le précurseur de l'Antéchrist » (24 décembre 1936, voir *Documentation Catholique*, 20 mars 1937).

Et le communisme est un danger réel, plus imminent qu'on ne le croit communément. Il faut s'y opposer avec l'intrépidité des hommes de cœur. Comment ? Par des moyens chrétiens, en premier lieu. Car si le communisme n'est que la résultante d'un processus de déchristianisation, le remède efficace contre lui ne peut être qu'une médication de christianisme injectée dans toutes les couches du corps social. C'est pourquoi la prière et la pénitence, comme le disait S. S. dans l'encyclique *Caritate Christi compulsi*, sont des remèdes indispensables pour sortir de ce chaos de terreur qui s'approche. Mais, outre ces remèdes surnaturels, des remèdes énergiques et drastiques sont également nécessaires dans l'ordre économique et politique lui-même. Le temps presse. Il n'y a pas de temps pour une médication dont les résultats ne se feraient sentir qu'à longue échéance. Et, en cela, une grande mission incombe au nationalisme. Le nationalisme est une force de réaction contre le *démolibéralisme* qui a énervé les énergies des peuples pendant plus de cent ans. Et il réagit contre lui afin d'empêcher les peuples de se précipiter dans le mal terrible du communisme.

Mais si le nationalisme est une force de réaction contre le *démolibéralisme*, il peut exister deux modes typiques de nationalisme, parce qu'il existe deux manières typiques de réagir contre le *démolibéralisme* : une manière païenne et une manière chrétienne ; une manière païenne, qui exaltera par-dessus toutes choses l'intérêt national, sans tenir compte des droits divins de Dieu et de l'Église, des droits des autres nations ni de ceux des citoyens, dont les personnes doivent être respectées comme un tout transcendant ; une manière

chrétienne qui, tous ces droits étant sauvegardés, cherchera à affirmer la vigueur nationale à l'intérieur comme à l'extérieur de ses propres frontières.

Une manière païenne qui fera de sa propre nation ou de l'État un Dieu (Pie XI, *Caritate Christi*) ; une manière chrétienne qui, reconnaissant le caractère créé et contingent de la nation et de l'État, cherchera à lui donner cette dignité de prééminence qui lui revient en tant que promoteur du bien commun temporel. Une manière païenne qui divinisera un homme comme incarnation de la souveraineté absolue de l'État ; une manière chrétienne qui donnera du prestige à un homme comme conducteur du peuple dans sa destinée temporelle, en tant qu'instrument de Dieu au service de l'intérêt commun. Une manière païenne qui rejettera ce qui est étranger parce que cela est étranger ; une manière chrétienne qui le rejettera dans la mesure où cela sera préjudiciable aux justes intérêts de son propre pays. Une manière païenne qui rejettera et haïra le Juif parce qu'il est Juif ; une manière chrétienne qui, connaissant la mission dissolvante qui revient au Juif au sein des peuples chrétiens, limitera son influence afin qu'elle ne devienne pas nuisible. Une manière païenne qui combattra le démocratisme libéral et le marxisme au nom de l'absolutisme de l'État ; une manière chrétienne qui ne les combattra que pour rendre effective et réelle la prééminence du bien commun temporel des peuples. Une manière païenne qui luttera contre l'atomisme de la société libérale par l'aliénation des droits individuels entre les mains du dieu-État ; une manière chrétienne qui luttera contre lui par l'affirmation des droits sacrés de la famille et de la corporation professionnelle. Une manière païenne qui restaurera un régime corporatif forcé, instrument de l'État ; une manière chrétienne qui

restaurera les corporations comme expression des intérêts communs du travail des particuliers dans l'ensemble de la nation. Une manière païenne qui opprimera la religion si elle la croit contraire à ses intérêts, ou qui la favorisera si elle la croit avantageuse ; une manière chrétienne qui reconnaîtra dans la religion du Christ le bien suprême des peuples et qui cherchera à la servir loyalement. Une manière païenne qui imposera un régime totalitaire absolu, de telle sorte que rien — ni l'éducation, ni la famille, ni l'art, ni la religion — ne puisse être conçu qui ne soit totalement imposé ou contrôlé par l'État ; un régime chrétien qui, dans la seule sphère du politique, c'est-à-dire dans ce qui se rapporte au bien commun temporel, totalisera les activités afin de donner cohésion et fermeté à l'État et, par conséquent, à la nation.

Deux modes typiques de nationalisme qui ont reçu une réalisation concrète : le païen dans le national-socialisme allemand, et le chrétien dans le régime autoritaire du Portugal et qui, à mon jugement, trouvera sa pleine réalisation dans l'État chrétien qui doit surgir de l'Espagne qui saigne.

Les paroles d'Oliveira Salazar viennent ici à propos : « Un jour, on reconnaîtra — dit-il — que le Portugal a été gouverné par un système original et propre à son histoire et à sa géographie, si différentes de toutes les autres, et l'on comprendra que l'on n'a pas rejeté les erreurs et les vices du faux libéralisme et de la fausse démocratie pour en embrasser d'autres, pires encore ; mais que l'on a plutôt réorganisé et fortifié le pays par les principes d'autorité, d'ordre, de tradition nationale, conciliés avec ces vérités éternelles qui sont, heureusement, le patrimoine de l'humanité et de la civilisation chrétienne. L'État qui subordonnerait tout, sans exception, à l'idée de nation ou de race

représentée par lui, dans la morale, le droit, la politique et l'économie, se présenterait comme un être omnipotent, principe et fin de lui-même, auquel devraient être soumises toutes les manifestations individuelles et collectives, et pourrait contenir un absolutisme pire que celui qui précéda les régimes libéraux, car celui-ci, du moins, ne s'était pas détaché de la destinée humaine. Un tel État serait essentiellement païen, incompatible par nature avec le génie de notre civilisation chrétienne et, tôt ou tard, il devrait conduire à des révolutions semblables à celles que durent affronter ces anciens régimes historiques, et qui sait si ce ne serait pas à de nouvelles guerres religieuses plus graves que les anciennes. »

Et tel est, malheureusement, le cas de l'Allemagne. Dieu connaît le destin qu'il lui revient d'accomplir dans l'histoire. Mais il serait lamentable qu'un peuple grand et fort comme l'Allemagne, qui eut pour vocation dans la Chrétienté de brandir l'épée matérielle afin de maintenir, par la force du bras séculier, l'unité des peuples chrétiens, dût maintenant, en cette période de déchristianisation des peuples, par un insondable mystère de la vocation non accomplie, faire valoir cette même force, qui sait à quelles fins providentielles. Car la tragédie du problème allemand consiste en ce que la même force, à savoir le Parti de Hitler, qui l'a conduite à la plus grande oppression religieuse est en même temps celle qui a réalisé sa plus grande puissance matérielle. Jamais la religion du Christ ne fut aussi opprimée, jamais non plus la puissance allemande ne fut aussi gigantesque. Hitler, qui, lorsqu'il accéda au pouvoir, demandait un délai de quatre ans pour réaliser le relèvement de l'Allemagne, pouvait, cette année même, le 30 janvier, les quatre années étant accomplies, se présenter au Reichstag et dire : « Et qui doutera que, durant ces quatre années écoulées, l'Allemagne ait

été le théâtre d'une révolution d'une imposante grandeur ? Et qui osera encore comparer cette Allemagne d'aujourd'hui à celle qui existait ce 30 janvier d'il y a quatre ans, lorsque, à cette même heure, je prêtai serment devant le vénérable Président du Reich ? »

Et le national-socialisme a mis fin à la prostration dans laquelle l'Allemagne était plongée. Aujourd'hui cette nation est respectée et redoutée. Le national-socialisme a reconstruit l'économie allemande, il a résolu l'effroyable problème du chômage, il a donné à l'ouvrier conscience de sa valeur, il a fait renaître la culture du peuple, il a donné à la jeunesse une forte éducation et, par-dessus tout, il a brisé la chaîne ignominieuse de Versailles. « Et à cet égard — comme le dit Hitler — l'Allemagne a accompli le plus grand miracle de ses efforts. »

Mais, pauvre Allemagne ! Tout cela ne sert qu'à la confirmer dans ce péché qui constitue sa faiblesse depuis les tristes temps où elle se sépara de Rome. À mesure que l'Allemagne devient chaque jour plus puissante, elle progresse aussi chaque jour davantage dans son orgueil. C'est pourquoi elle opprime, avec la satisfaction du puissant, l'Église. Tout cela se révèle d'une manière particulière dans l'attitude par laquelle elle a répondu à la Lettre encyclique du Vicaire du Christ. On a voulu présenter le Vatican comme le manteau qui recouvre « un système de corruption et de pourriture » et comme la centrale d'un bolchevisme déguisé. Le Dr Goebbels, dans le discours prononcé le 28 mai à la *Deutschlandhalle* de Berlin, devant un auditoire de 25 000 personnes qui faisaient écho à l'écume de haine des paroles prononcées, les interrompant par les cris : « Massacrez-les ! Pendez-les ! », dénonce les crimes d'« innombrables prêtres et religieux » transformés en « profanateurs bestialisés de la jeunesse », les « aberrations de criminels en soutane » assouvissant « les instincts les

plus monstrueux » dans l'exercice de leur ministère sacerdotal (Robert d'Harcourt, *Études*, 20 juin 1937).

Et le Führer-Chancelier, dans son discours du 1er mai, proclama sa volonté de repousser l'Église dans sa sphère propre si, par la voie des encycliques, elle s'arrogeait des droits appartenant à l'État.

« Si les hommes — disait-il textuellement dans ce discours — ont été éduqués pendant des siècles en catégories de catholiques et de protestants et dans quarante-cinq partis, qui peut disposer de tout cela en quatre ans ? Nous avons procédé totalement, et même brutalement. Nous avons commencé par la jeunesse. Il y a de vieux imbéciles qui sont irrécupérables. Nous ne nous soucions pas d'eux. Nous leur prenons leurs enfants et nous les éduquons. Je ne permettrai pas que l'autorité de la Nation soit attaquée de quelque côté que ce soit. Cela vaut également pour les Églises. Si elles s'occupent de leurs propres affaires, l'État ne les importunera pas. Mais si elles cherchent, au moyen d'encycliques et de lettres pastorales, à assumer des droits qui appartiennent à l'État, nous les obligerons à revenir à la position qui leur revient. » (*La Nación*, 2 mai 1937.)

L'orgueil aveugle. Il empêche de voir que cet humble vieillard qui siège sur la Chaire de Pierre est, par juridiction divine, le pasteur universel de tous les chrétiens et qu'il doit veiller à ce que les fidèles qui lui sont confiés ne soient pas pervertis dans la foi par des doctrines humaines, quand bien même cet homme parviendrait à concentrer en lui tout le savoir, tout le pouvoir et toute la puissance matérielle de la terre. (Pie XI, *Mit brennender Sorge*.)

L'orgueil aveugle. Il empêche de voir que ce vieillard est assis sur une chaire deux fois millénaire, d'où il a vu passer les persécuteurs les plus redoutables, qu'ils se nomment Dioclétien ou Napoléon, Henri IV ou Bismarck.

Pauvre Allemagne, si elle ne comprend pas que toute cette grandeur élevée sur son propre orgueil, non seulement ne procurera pas le bien-être du peuple allemand, mais fera germer des maux pires que ceux dont elle l'a tiré. Car, même si le Reich, dans sa folle arrogance, se glorifie d'être un rempart redoutable contre le bolchevisme, dans la mesure où il opprime le christianisme, il devient le collaborateur efficace du bolchevisme le plus funeste. Ainsi l'ont averti les évêques allemands dans d'innombrables et récents documents. Et si le communisme est le Précurseur de l'Antéchrist, comme l'enseignent les mêmes évêques allemands, tout ce qui se fait contre le Christ se fait en faveur du communisme, qui est le résumé de toutes les aberrations des hommes de tous les temps. Le Pontife romain l'a surtout averti avec son autorité de Maître de la Chrétienté dans son Allocution aux réfugiés espagnols (14 septembre 1936), lorsqu'il dit :

« C'est pourquoi l'on peut dire que, partout où l'on combat l'Église et la religion catholique et leur influence bienfaisante sur l'individu, sur la famille et sur les masses, on combat de concert avec les forces subversives, en faveur de celles-ci et pour le même résultat désastreux. C'est dire, une fois encore, que partout où, par des procédés insidieux ou violents, selon les cas, par des distinctions fictives et non sincères entre religion catholique et religion politique, on oppose des difficultés, des obstacles et des empêchements au plein développement de l'extension et de l'influence de l'Église catholique, conformément au mandat divin qui l'accompagne et l'autorise, on favorise et l'on

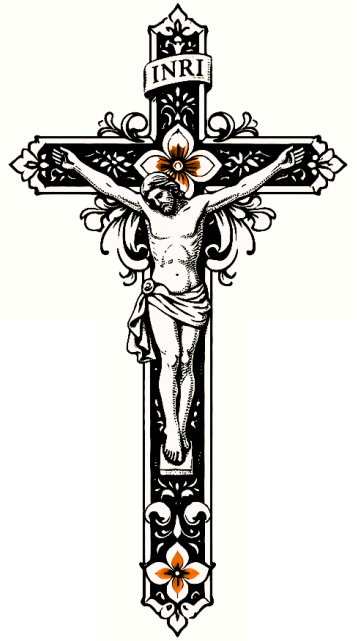
facilite dans la même proportion l'influence et l'action des forces subversives. »

L'Église est de Dieu et ce ne sont pas ses ennemis qui la détruiront. Comme à d'autres époques de persécution de l'Église, « celle-ci aussi sera annonciatrice de nouveaux progrès et d'une purification, lorsque la fermeté dans la profession de la foi et la promptitude des fidèles du Christ à affronter les périls seront suffisamment grandes pour opposer à la force matérielle des oppresseurs de l'Église l'adhésion inconditionnelle à la foi, la ferme espérance ancrée dans l'éternité et la force irrésistible de l'amour agissant ».

« Alors, dit le Pontife romain, les ennemis du Christ — Nous en sommes certains — qui se glorifient vainement de la disparition de l'Église reconnaîtront qu'ils se sont réjouis trop tôt et qu'ils ont voulu trop tôt l'ensevelir. » (*Mit brennender Sorge*.)

Veuille Dieu, en considération des soupirs de vingt millions de catholiques qui, unis à un clergé exemplaire, luttent sous la crosse d'intrépides pasteurs évoquant la figure des grands évêques de la Chrétienté de la stature de saint Ambroise et de saint Jean Chrysostome, veuille Dieu ramener l'Allemagne à la véritable grandeur que lui conquirent Boniface et Charlemagne, afin qu'elle « fléchisse le genou devant Jésus-Christ, Roi du temps et de l'éternité, et se ceigne pour le combat contre les renégats et les destructeurs de l'Occident chrétien, en union avec les hommes honnêtes des autres nations, accomplissant ainsi la mission qui lui a été assignée dans les desseins de l'Éternel » (Pie XI, *Mit brennender Sorge*).

FIN DE L'OPUSCULE


INRI